

## 10<sup>ème</sup> SEMAINE D'UNE DETERMINATION INTACTE FACE A L'OBSTINATION DU GOUVERNEMENT

Alors que la période de congés de printemps commence et que les provocations du président de la République se poursuivent, de très nombreux manifestants se sont encore retrouvés aujourd'hui à Paris (plus de 10000) et dans d'autres villes universitaires (Lille, Grenoble, Toulon...). Le gouvernement manœuvre en recul, ne cédant rien sur l'essentiel. Les manifestants expriment leur exigence de voir satisfait le cœur de leurs revendications :

- La restitution des 900 emplois supprimés en 2009, la création d'emplois statutaires dès cette année et la programmation d'un plan pluriannuel pour tous les métiers du supérieur et de la recherche. Nous ne nous satisfaisons pas de la seule compensation financière de 225 emplois et du gel des suppressions d'emplois en 2010-2011 dans l'enseignement supérieur.

Un financement à la hauteur des besoins du service public d'enseignement supérieur et de recherche et la révision complète du mode d'allocation des moyens (modèle dit SYMPA) pour un tout autre modèle régulé collégialement et fondé sur une évaluation des besoins.

- Le retrait du projet de décret « statut des enseignants-chercheurs » –dans lequel la modulation des services est maintenue sans garantie de maxima de service–, le retrait des projets de décrets « CNU » et « contrat doctoral » et l'abrogation du décret « comités de sélection ».

- La revitalisation des organismes de recherche, le refus du démantèlement du CNRS et des autres organismes de recherche, le maintien des UMR (unités mixtes de recherche) associant les organismes et les universités, et l'exigence de financements stables récurrents nettement augmentés. Les récentes annonces de la ministre concernant le financement des 130 « chaires mixtes » doivent être clarifiées.

- Le retrait du projet de réforme actuel de la formation des enseignants et des concours de recrutement, et des logiques comptables et régressives qui sous-tendent ce dispositif ainsi qu'une augmentation conséquente du nombre de postes mis aux différents concours de recrutement des enseignants et conseillers pédagogiques d'éducation (CPE). Au-delà des inflexions annoncées par le ministère de l'éducation nationale, c'est un réel report qui doit être annoncé.

Le SNESUP appelle à la poursuite des mobilisations pendant cette période de pause universitaire en participant aux « rondes des obstinés » et au « tour de France des obstinés » : Paris, place de l'hôtel de ville - Amiens : mardi 7 avril - Clermont-Ferrand : place de Jaude - Strasbourg : tous les jours, place Kléber - Orléans - Poitiers : tous les jours, place d'Armes - Dijon : tous les jours, place de la Libération - Toulouse : tous les jours, place du Capitole - Fort-de-France, Martinique : Jeudi 9 avril, parvis de la mairie de Fort-de-France.

### Refuser l'instrumentalisation des examens

Le SNESUP dénonce l'instrumentalisation des examens pour affaiblir la mobilisation et cristalliser les tensions. Dans son refus d'entendre les revendications portées par le mouvement depuis plus de neuf semaines, le gouvernement porte la responsabilité de la poursuite du conflit. Les enseignants ne souhaitent pas pénaliser les étudiants. Une fois ses revendications entendues, la communauté universitaire dans son ensemble mettra tout en œuvre pour permettre la validation des diplômes. Dans de précédents conflits, elle a montré qu'elle savait trouver les moyens de le faire. Le SNESUP appelle à poursuivre les mobilisations. Il appelle notamment les universitaires à organiser des « rondes des obstinés » dans les principales villes universitaires et à intégrer le « tour de France des obstinés ».

### Non à la répression du mouvement social

Se refusant à entendre les revendications qui s'expriment dans la plupart des secteurs du public et du privé, le gouvernement et le patronat font le choix d'une répression accrue. La jeunesse mobilisée contre les projets visant l'enseignement supérieur et la recherche est particulièrement visée. Dans de nombreuses villes universitaires (Toulouse, Besançon, Lyon, Orléans, Strasbourg, Paris, Marseille, Reims...), lors de la dispersion de cortèges ou lors des événements participant des formes originales de manifestation pacifique du mouvement contre les réformes Péresse-Darcos, les manifestants sont confrontés à des déploiements policiers disproportionnés et à de brutales et indignes opérations répressives : insultes, déchaînement contre tout signe exprimant un slogan, charges à coups de matraque voire de flash-balls sans sommation, gazage au moyen de grenades lacrymogènes, arrestations opérées par la Brigade Anti-Criminalité et les CRS, convocations au tribunal pour répondre de « rébellion envers les forces de l'ordre » ou « violences avec arme sur un

CRS »... Les menaces de condamnation qui pèsent sur certains manifestants peuvent être lourdes.

Le SNESUP appelle les universitaires à se faire les témoins des exactions constatées.

Le SNESUP-FSU proteste vivement contre le choix du gouvernement de contenir le mouvement social par de telles voies de fait. Il exige l'arrêt immédiat de ces opérations répressives, l'abandon des poursuites engagées à l'encontre de manifestants et le respect du déroulement des actions non-violentes multiformes organisées pour réclamer une autre politique sociale et universitaire. Le SNESUP-FSU appelle à poursuivre la mobilisation rassemblant étudiants, personnels, parents et plus largement tous les citoyens attachés à défendre et transformer le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Dès maintenant, il appelle notamment les universitaires à organiser des « rondes des obstinés » dans les principales villes universitaires et à intégrer le "tour de France des obstinés".